

# Coup de force du gouvernement le Front de Gauche appelle à la résistance !

Nicolas Sarkozy veut profiter des quelques semaines qui lui reste pour effectuer un tour de vis supplémentaire. Il s'apprête à perpétrer, un coup de force par majorité parlementaire pour imposer des mesures anti-sociales (TVA « sociale », fin de la durée légale du travail, Traité européen d'hyper austérité) à la France et cela malgré l'opposition massive des Français.

Nicolas Sarkozy a décidé dans la dernière ligne droite de son mandat d'accélérer encore le passage des réformes structurelles qu'il impose à la France malgré l'opposition massive des Français à ses projets. Il a rallongé la session parlementaire jusqu'au 29 février pour faire passer en procédure d'urgence la TVA anti-sociale, le Traité franco-allemand sur le mécanisme européen de stabilité et la loi en faveur du logement privé. La session débutera sur les chapeaux de roue le 13 février après-midi avec l'examen du projet sur la TVA. Cette façon de faire est aussi insupportable que la violence des coups portés aux salariés et citoyens.

**Rassemblement  
de riposte du  
Front de Gauche**

**14 février à 18h30**  
Place Edouard Herriot

Afin de se soustraire à la sanction du scrutin d'avril et mai prochains, l'ancien chef de l'UMP camoufle son offensive de régression sociale accélérée dans une cascade d'hypothétiques référendums à venir, sur cette question comme sur celle de l'immigration.

**Le PCF et Front de gauche proposent des solutions concrètes pour sortir de la crise.**

- Une autre répartition des richesses et le SMIC à 1700 euros bruts pour rétablir un niveau de vie décent pour tous
- La mise au pas des grandes banques qui alimentent la crise et la création d'un pôle financier public au service des besoins humains
- La mise en place d'un contrôle citoyen sur la dette publique illégitime et un moratoire des remboursements.

C'est sur ces solutions que nous comptons continuer à rassembler dans l'intérêt de toute la gauche pour garantir que la politique mise en œuvre demain par une majorité nouvelle soit conforme aux attentes du pays.

À l'image des initiatives organisées à Moody's, à Standard & Poor's, devant les banques, ou la Bourse, nous appelons à la mobilisation et à la démultiplication d'initiatives contre ce passage en force.

**Le coup d'envoi de cette mobilisation aura lieu le 14 février à 18h30 lors d'un rassemblement sous les fenêtres de l'Assemblée nationale (place Edouard Herriot) en présence de Pierre Laurent, qui y prendra la parole.**

